LE MONDE diplomatique

Enquête en Occitanie

Politique française, l’ère du vide

Faute d’idées remarquées, les responsables politiques leur substituent volontiers un ancrage local pour se présenter comme les avocats d’une « France périphérique ». Mais suffit-il de connaître le terrain pour réenchanter la démocratie ? À gauche, est-ce une recette pour redevenir populaire ? Réponses en Occitanie, la région présidée par la socialiste Carole Delga.

Un reportage de Grégory Rzepski

0



Patricia Huchot-Boissier. — Activiste portant un masque de Carole Delga devant le conseil régional d’Occitanie à Toulouse, 2022

Patricia Huchot-Boissier

Sur un écran géant Jean Jaurès, *« aller à l'idéal et comprendre le réel »* ; dans les enceintes Alain Souchon, *« foule sentimentale, on a soif d'idéal »*. Le fond de l'air est tiède. Ça ressemble à une université d'été. Au parc de Bram (Aude), ce 1er octobre, des hommes politiques en jeans, des femmes aussi, moins nombreuses. Il y a des journalistes et un cassoulet géant. L'ancien directeur de *Libération* Laurent Joffrin s'est attablé : il voudrait déjeuner. Mais après un discours de clôture, l'hôtesse s'attarde à la tribune. Le temps d'un week-end, elle a réuni autour d'elle 2 500 personnes. Plutôt âgées. Les rares jeunes gens affichent un badge de bénévole, des airs sérieux de collaborateurs d'élus. Comme le maire socialiste de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol, le sénateur communiste Ian Brossat participe à ces « Rencontres de la gauche ». La présidente de la région Occitanie fait sa rentrée. Bienvenue chez Mme Carole Delga.

Aux régionales de 2021, les électeurs reconduisent les sortants. L'abstention bat des records. Mais avec 58 % des suffrages au second tour, Mme Delga décroche le titre de présidente la mieux élue de France. Depuis, elle porte ce trophée en sautoir. Avec des ambitions qu'elle martèle pour une gauche *« profondément européenne »* qui aurait *« un vrai partenariat avec les entreprises »*, *« qui trouve des solutions, comme nous le faisons dans les territoires »*, mais aussi une *« gauche populaire qui aime les gens »*, pas celle *« qui braille »* : celle *« qui aime le travail et qui bosse »*, notamment *« sur les questions de sécurité »* (1). Franz-Olivier Giesbert salue ces audaces dans *Le Figaro Magazine* après que *Le Monde* a publié deux portraits de l'élue. En septembre, *Paris Match* l'avait fait figurer pour la première fois dans son classement des personnalités. Que signifie cet engouement ?

Poussé jusqu'à imaginer une candidature à la prochaine présidentielle, il reflète la misère du journalisme politique. Mais pas seulement. Proche de l'ancien premier ministre socialiste Manuel Valls puis de son successeur Bernard Cazeneuve, partisane de l'interdiction généralisée des manifestations de soutien à la Palestine (2), Mme Delga incarne un air du temps où se mêlent pulsions autoritaires, discrédit des élites parisiennes et tentation d'un localisme qui repeindrait la politicaillerie aux couleurs d'un vieux bistrot.

« Et si c'était elle ? » Le 15 décembre 2005, la question barrait la « une » du *Nouvel Observateur.* Le directeur d'alors (Joffrin) contribuait à imposer l'investiture de M^{me} Ségolène Royal, qui avait triomphé aux régionales de 2004 en Poitou-Charentes… « Carole » s'insurge qu'on se risque au parallèle. *« Ségolène a fait l'ENA* [École nationale d'administration]. *Elle avait un parcours dans l'élite parisienne. Moi, je n'ai hérité de rien. »* La présidente de la région Occitanie aime raconter sa trajectoire, du pays de Comminges, dans le piémont pyrénéen, au secrétariat d'État au commerce, sous M. Valls. À son pupitre à Bram, sa voix se brise quand elle évoque son enfance, *« mémé Fernande »* et sa mère secrétaire puis femme de ménage, *« la joie des bonheurs simples, dans cette certitude si populaire que le travail finit toujours par payer »*. Souvent aussi elle cite Pierre Bourdieu, pour critiquer la « noblesse d'État », évoquer les rapports capitale-province ou revendiquer son accent, un *« étendard »*. Originaire du Béarn, le sociologue racontait plutôt la honte du sien.

En bon opposant, le député Les Républicains (LR) du Lot Aurélien Pradié conteste, lui, *« que la diversité sociale des élus ramène les Français à la politique »*. M. Pradié, qui siège au conseil régional après avoir conduit la liste de son parti, voudrait aussi nous convaincre de l'insincérité de sa concurrente, les bijoux en faïence de Martres-Tolosane (son village), qu'elle enfilerait juste avant

les meetings, les escarpins Louboutin qu'elle retirerait pour monter sur les planches. On a moins de peine à suivre M. Pradié quand il dépeint sa rivale, quoi qu'elle en dise, en *« héritière »*. Héritière d'une histoire — la gauche domine le Sud-Ouest depuis longtemps —, dépositaire d'un réseau d'élus qu'elle mobilise contre la direction du Parti socialiste (PS). Légataire surtout d'une charge : Mme Delga dirige une entité issue de la fusion en 2014 de Midi-Pyrénées et de Languedoc-Roussillon après que le président de la première, M. Martin Malvy, l'a promue candidate ; après aussi que M. François Hollande avait décidé le regroupement pour éviter la conquête de la seconde par le Front national (FN).

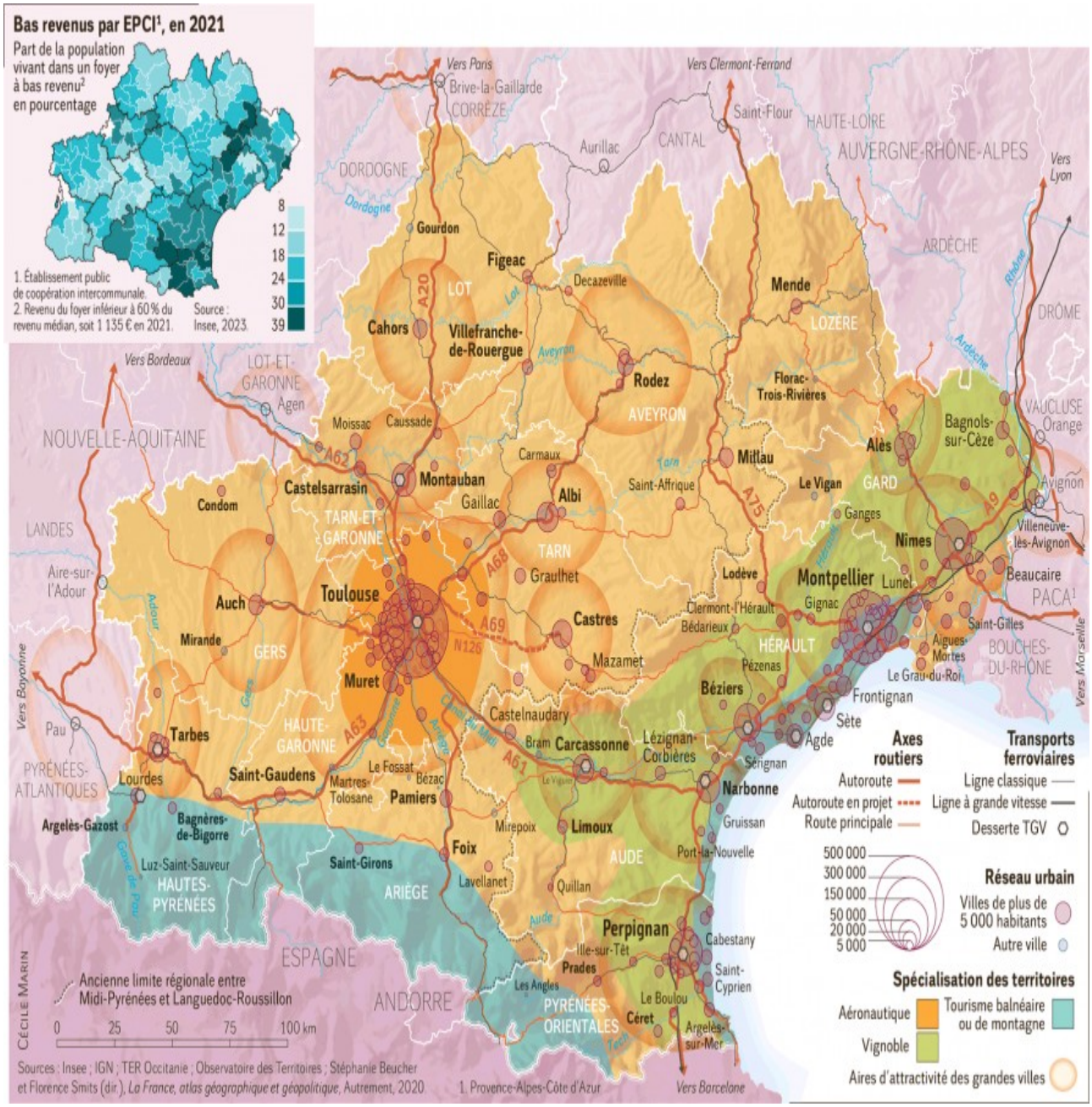
Depuis son accession à la tête de la région Midi-Pyrénées en 1998 jusqu'à son départ en 2015, M. Malvy tire parti de la redistribution de la manne aéronautique toulousaine. Des décisions prises au niveau national — développer une filière stratégique, l'implanter loin de la frontière allemande — permettent de financer ses politiques régionales en subventionnant départements et petites villes. Georges Frêche s'empare, lui, du Languedoc-Roussillon en 2004. Dans l'exercice de cette fonction, comme dans celle de maire de Montpellier dès 1977, il incarne la surenchère urbaine et la caricature du roitelet de région. Jusqu'à sa mort, en 2010, ses pratiques clientélistes visent à lui attacher milieux viticoles et rapatriés d'Algérie ; des campagnes promotionnelles en France et à l'étranger, à séduire cadres ou investisseurs.

À Montpellier, nous y voilà. Pilastres, fontaine, éphèbes mouillés, le quartier Antigone, conçu en 1978 par Ricardo Bofill, n'a pas bien vieilli. Notamment l'hôtel de région, posé au bord du Lez. Depuis la fusion, l'assemblée délibérante ne s'y réunit plus, faute de place suffisante. Si Toulouse est désormais la capitale régionale, la présidente conserve un bureau dans cette arche en béton. Elle reçoit sur sa terrasse, à une cinquantaine de mètres au-dessus de l'eau. Il y a une vue, du café, des chocolatines, une communicante et un directeur de cabinet. L'édile parle d'elle-même ou de l'Occitanie, en fait surtout d'elle-même, d'une trajectoire qu'elle croit extraordinaire malgré sa banalité au PS d'aujourd'hui.

« Des élus gestionnaires qui font la même politique que la droite »

Au terme de ses études d'économie et de droit à l'université, Mme Delga travaille à la mairie de Limoges, une municipalité presque continûment socialiste de 1912 à 2014. Juste avant son embauche comme cadre à la région Midi-Pyrénées, en 2005, quatre ans avant de devenir maire de Martres-Tolosane, elle adhère au PS en 2004. M. Malvy la fait élire conseillère régionale. Le politiste Rémi Lefebvre compare son parcours à ceux de Mmes Nathalie Apperé et Johanna Rolland, anciennes cadres de collectivités, aujourd'hui maires socialistes de Rennes et de Nantes. Barons de la décentralisation, les anciens édiles Edmond Hervé et Jean-Marc Ayrault ont intronisé ces techniciennes du local en figures du renouveau, comme M. Malvy a lancé Mme Delga.

Les collaborateurs d'élus et les cadres territoriaux telles M^{mes} Apperé et Rolland représentaient 1 % des maires de communes de plus de 30 000 habitants en 1983 ; 25 % en 2014 (3). En Occitanie, présidente ou vice-présidents, 40 % de l'exécutif du conseil régional a ce profil. *« On dit souvent du PS qu'il s'agit d'un parti d'élus locaux. En réalité, aujourd'hui,* observe Lefebvre, *ce sont des élus gestionnaires qui font quasiment la même politique que la droite, avec éventuellement quelques marqueurs, comme la gratuité… »*



Les deux Occitanie

Cécile Marin

Gratuité pour les jeunes, millions de billets à 1 euro, fréquence accrue : la présidente de l'Occitanie nous détaille sa politique du train. Pour obtenir une ligne à grande vitesse jusqu'à Toulouse et Perpignan, elle se bat. *« 60 % des Français qui vivent à plus de quatre heures de Paris habitent en Occitanie. »* M^me^ Delga voudrait aussi *« stopper l'hypermétropolisation »*. Elle rouvre donc des petites lignes. Afin, explique-t-elle, d'*« amener une dynamique de vie »*, la région construit des lycées *« dans des territoires ruraux »*, ou *« recrute des médecins »*. Plus de quarante depuis juillet 2022, qui vont officier dans la dizaine de centres de santé ouverts grâce à la région.

Compte tenu des besoins, ces réalisations restent symboliques. À Ganges, dans l'Hérault, ou à Decazeville, dans l'Aveyron, la maternité a cessé de fonctionner ; à Saint-Girons, un comité de défense déplore sa fermeture régulière et il y a longtemps que le train ne dessert plus la sous-

préfecture de l'Ariège. Beaucoup de commerces ont baissé leurs rideaux. Croix-Rouge, Emmaüs, Secours catholique, Secours populaire : chaque ruelle du petit centre-ville abrite les locaux d'une association caritative. Une commune de pauvres (20 % de la population en 2020) dans une Occitanie qui en compte beaucoup (16,8 %, contre 14,4 % en France) (4), et où l'exécutif régional accorde la priorité à l'attractivité, aux besoins des employeurs ainsi qu'aux projets à l'utilité douteuse *(lire Élus ou lobbyistes ?)*.

Mme Delga conserve ses convictions. *« Je revoterais le CICE »*, assume-t-elle quand on l'interroge sur les 100 milliards d'euros du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi, qui en créa moins de cent mille en cinq ans pour ce coût extravagant. Mais après avoir été députée de 2012 à 2014, elle déplore l'inefficacité de l'Assemblée nationale. *« Beaucoup de discours qui souvent sonnent creux* (5). *»* Mme Delga a d'abord suivi un cursus balisé : maire, conseillère régionale, députée puis secrétaire d'État. Lorsqu'elle quitte le gouvernement et renonce à la députation en 2015, elle réoriente sa carrière. Le non-cumul voté en 2014 oblige à choisir entre mandat local et national. Elle opte pour le premier après la création de grandes régions aux prérogatives élargies (6). Mme Delga aime rappeler que la sienne, la plus étendue du pays après la Nouvelle-Aquitaine, compte six millions d'habitants, davantage que treize États de l'Union européenne.

M^me^ Delga s'approprie l'héritage du « Midi rouge »

En 2017, du reste, elle espère devenir une adversaire reconnue du pouvoir. Elle fait le même calcul que M. Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes ou M. Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France : le pays vient d'élire comme chef un technocrate sans expérience politique ni appui local ; une large majorité parlementaire va lui permettre de marginaliser l'Assemblée nationale ; à la tête de grandes régions, des élus incarneront donc un recours. Mais, malgré la contestation qui sourd loin des villes, rien de tout cela ne s'est réalisé. Et ce genre de pari raté a une longue histoire.

On connaît aussi celle d'un Sud-Ouest qui voudrait se construire contre Paris, une tradition d'opposition et de luttes locales. En 1907 à Narbonne, sept vignerons sont tués par la troupe. Jaurès prend le parti des insurgés. Comme il avait défendu, une quinzaine d'années plus tôt, les mineurs de Carmaux, dans le Tarn, son département d'élection. Les socialistes entament alors leur conquête électorale. Ils s'emparent de Toulouse en 1906, de Nîmes en 1908. La structure du territoire, qui mêle petites propriétés agricoles et industries disséminées, avantage les socialistes. Longtemps, elle avait servi les radicaux. Aujourd'hui, si plus rien ne reste, ou presque, du « Midi rouge » et de l'époque où même le Parti communiste français (PCF) tenait Nîmes et Béziers, il paraît toujours y avoir une « gauche cassoulet ». M^me^ Delga revendique l'étiquette et s'approprie cette histoire quand, en juin 2022, elle défend des candidats opposés à ceux de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) — donc dissidents de son parti.

Elle réactive ainsi une vieille confrontation : d'un côté, des barons locaux qui profitent des faiblesses de l'organisation, comme lorsque la direction du PS doit s'appuyer sur eux après le congrès de Tours en 1920 et le départ de deux tiers des militants vers le PCF ; de l'autre, un parti qui se fonde et se refonde *« dans un processus de reprise en main des notables »*, comme celui qu'engage François Mitterrand dans les années 1970 (7). Toutefois, au cours de la période récente, l'espace de la gauche d'accompagnement qu'incarnent M^me^ Delga ou l'ancien président Hollande s'est rabougri. M. Olivier Faure a dû l'admettre après la déroute de la présidentielle. Sauver le parti

impliquait selon lui de faire alliance avec La France insoumise (LFI). Ce qui pose bien des problèmes au niveau local.

« L'Ariège, c'est un bastion socialiste, et si vous n'êtes pas de cette mouvance-là, je ne dis pas que c'est compliqué, mais enfin… » En 2020, Bézac, 450 habitants, a élu M. Jean-Paul Chabé à la mairie. Dans cette *« cité-dortoir avec les Pyrénées en face »* ne demeurent que quelques ouvriers métallurgistes qui travaillent à Pamiers et un agriculteur. M. Chabé n'a pas d'étiquette. Mais, explique-t-il, *« c'est difficile dans le département, on a intérêt à conserver l'unité. Quand les deux députés LFI ont été élus en 2017, ça a secoué. Et puis bon, ça a été un échec. Celui d'ici, [M. Michel Larive], il nous disait toujours que son travail c'était à l'Assemblée. On ne l'a jamais vu »*.

Dans l'adversité, le maire aurait attendu plus de soutien. *« Quand je lance des travaux, j'essaie d'avoir 80 % de subvention, entre le département, la région, l'État. Mieux vaut que tout le monde soit en phase. »* Alors aux dernières législatives, en 2022, M. Chabé a fait savoir à ses administrés que, comme la présidente de l'Occitanie, comme celle du conseil départemental, comme le PS ariégeois, il soutiendrait le candidat dissident, M. Laurent Panifous, maire socialiste du Fossat (à vingt kilomètres de Bézac) et président de la communauté de communes Arize-Lèze.

Selon M. René Revol, vice-président Insoumis de Montpellier Méditerranée Métropole, des raisons de même nature expliqueraient le ralliement du président de l'intercommunalité Michaël Delafosse à M^{me} Delga. Même s'il dirige la grande ville qui a le plus voté pour M. Jean-Luc Mélenchon en 2022 (40 %), M. Delafosse hésiterait à s'aliéner le conseil départemental socialiste de l'Hérault avec qui il fait fonctionner la métropole — mise en place en 2015 — ou à se compliquer l'accès aux fonds de cohésion européens sur lesquels les régions ont en grande partie la main depuis 2014.

Fusion, régionalisation, métropolisation : ces réformes ont accentué les rapports de féodalité entre élus locaux. L'emprise que M^{me} Delga exerce, directement ou indirectement, sur la notabilité régionale favorise ses ambitions nationales. Mais en partie seulement, et peut-être à titre provisoire. Si une large part des grandes collectivités occitanes restent contrôlées par le PS, l'assise plus générale du parti s'érode. Dans 27 des 31 circonscriptions législatives d'Occitanie où la présidente de région a tenté de mobiliser ses réseaux d'élus contre la Nupes, son candidat a perdu au premier tour. Avant même ce recul historique de 2022 — 5 députés au total dans une région qui en compte 49 —, le parti ne dirigeait plus qu'une poignée de villes moyennes. Depuis 2008, dans la seule Haute-Garonne, il a perdu la moitié des communes de plus de 3 500 habitants qu'il administrait.

Le Rassemblement national en voie de notabilisation

LFI rencontre toujours, quant à elle, de sérieux problèmes d'implantation locale. Les divisions entre ce parti et les Verts en 2021 ont débarrassé M^{me} Delga d'une opposition de gauche au conseil régional. Le Rassemblement national (RN) a, lui, conservé des représentants. À la différence du PS ou de LR, qui survivent dans les régions après avoir cumulé 6 % à la présidentielle, M^{me} Marine Le Pen progresse aux élections nationales ou européennes sans réseau de notables, mais son mouvement étend son emprise dans les territoires.

Un peu partout dans les villages occitans, des conseillers municipaux changent de loyauté partisane : aux sénatoriales de septembre 2023, le nombre de grands électeurs des Hautes-Pyrénées qui ont choisi le RN a été multiplié par cinq. Observant ce « signal faible » dans plusieurs

départements, le constitutionnaliste Benjamin Morel y voit une marque supplémentaire de la *« déstructuration des forces partisanes au niveau local »,* où *« il n'apparaît plus insultant et inenvisageable pour les conseillers municipaux de donner sa voix »* au parti de M^me^ Le Pen (*L'Opinion,* Paris, 25 septembre 2023).

Ce qui vaut pour les grands électeurs s'applique aussi aux électeurs tout court. Quand M^me^ Delga se targue d'avoir fait reculer le RN aux régionales de 2021 par rapport à 2015, elle omet de rappeler que, dès le premier tour des municipales de 2020, l'extrême droite a conservé Béziers avec 69 % des voix, et Beaucaire, dans le Gard, avec 59,5 %. Elle feint d'ignorer qu'ensuite le RN a remporté en juin 2022 les trois circonscriptions de l'Aude, les quatre des Pyrénées-Orientales, quatre des six du Gard et celle de Moissac, dans le Tarn-et-Garonne.

Le samedi, Noël et Daniel, deux retraités qui préfèrent rester anonymes, se retrouvent au bord du canal, près de l'écluse d'Espagnette. Noël vote RN. *« Comme tout le monde à Moissac,* précise Daniel. *Avant, on disait "les Arabes…". Mais quand vous avez du Bulgare, du Rom, il faut les gérer. »* Depuis la fin des années 2000, des saisonniers de Pazardžik, en Bulgarie, ramassent les pommes, les fraises et le chasselas. Au cours de l'année, 1 800 ressortissants de ce pays résideraient à un moment ou à un autre dans la commune du Tarn-et-Garonne — 14 000 habitants, 26 % de ménages pauvres, un centre classé quartier prioritaire et, depuis 2020, un maire RN, M. Romain Lopez (8).

Noël rénovait *« des maisons d'Anglais. Ça se vendait de la folie ».* Mais trop de travail au noir, pas tout à fait l'âge du minimum vieillesse, il *« bricole encore ».* De toute façon, déplore-t-il, *« je n'ai jamais eu aucune aide ».* Presque jamais. *« Ma femme faisait des ménages à l'hôpital. On est allés à Valence-d'Agen voir un monsieur. Ils lui ont filé un contrat à durée indéterminée. »* Uniquement, selon Noël, parce qu'il collait des affiches pour un parti de droite. Aujourd'hui, la mairie RN de Moissac emploie son fils aîné. Dans ces campagnes en déclin, c'est tout un peuple *« ni de gauche ni de droite mais pas de gauche »,* comme dit Daniel, qui s'arrange avec les puissants du coin (9).

Mme Le Pen a obtenu presque 30 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle à Moissac grâce au renfort d'anciens électeurs de droite. À l'autre bout de la région, elle a aussi approché les 28 % à Camplong-d'Aude, un village communiste depuis plus d'un siècle. Et son électorat traditionnel ne flanche pas. Déjà en 1986, l'ex-responsable de l'Organisation armée secrète (OAS) Pierre Sergent avait été élu député FN des Pyrénées-Orientales. Dans une ancienne maison d'arrêt, à Perpignan, la visite du Centre de documentation des Français d'Algérie permet de mieux saisir l'importance locale des rapatriés. *« Vive l'Algérie française ! Vive la colonisation ! »,* lit-on dans le livre d'or.

Selon un récent sondage de l'institut CSA, 67 % des habitants de Perpignan se disent satisfaits de M. Louis Alliot, premier maire RN d'une commune de plus de cent mille habitants. « Perpignan la rayonnante », a-t-il choisi pour signature de l'agglomération après son élection en 2020. Comme un symbole de son projet de notabilisation, nécessaire, estime-t-il, à d'autres victoires de son parti. Peut-être nationale, peut-être régionale. *« En 2028,* nous explique M. Alliot, *la région, elle est prenable, M*me *Delga aura fait deux mandats. Ce ne sera pas la même élection. Croyez-moi. »*

Grégory Rzepski

(1) TMC, 8 novembre 2022 ; France Info, 16 septembre 2023 ; discours à Bram, le 1er octobre 2023.

(2) Sud Radio, 12 octobre 2023.

(3) *Cf.* Luc Rouban, « Le nouveau pouvoir urbain en 2014 : les maires de villes de plus de 30 000 habitants » (PDF), *Les Enjeux*, note n° 11, 20 mai 2014.

(4) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

(5) France Culture, 15 octobre 2022.

(6) Lire Benoît Bréville, « “Vos régions, on n’en veut pas !” », *Le Monde diplomatique*, juillet 2021.

(7) Frédéric Sawicki, « La force du localisme », *Esprit*, n° 397, Paris, août-septembre 2013.

(8) *Cf.* Stéphan Altasserre, « La “communauté bulgare” de Moissac face à une hostilité croissante, à la crise sanitaire, mais aussi face à ses responsabilités », rapport d’étude et de diagnostic, Centre d’information et de recherches sur les Balkans, Blagnac, 3 janvier 2021.

(9) Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, Paris, 2019.

★ MÉDIAS FRANÇAIS, QUI POSSÈDE QUOI ? – Notre nouvelle carte

LE MONDE diplomatique

SUR LES OVNIS, BIENTÔT LA VÉRITÉ ?
PAR DOMINIQUE PINSOLLE
Page 28.

Mensuel - 28 pages

N° 837 - 70e année. Décembre 2023

DOSSIER : GAZA, L'ONDE DE CHOC

Palestine, le spectre de l'expulsion



TAYSIR BATNIJI. – De la série « Fading Roses » (Roses disparues), 2022

Les représailles aveugles d'Israël en réponse aux massacres commis par le Hamas sur son sol ont dévasté Gaza. Aux milliers de morts et de blessés s'ajoute désormais le risque d'un déplacement massif des Palestiniens.

PAR GILBERT ACHCAR *

C'EST un lieu commun d'affirmer qu'il est plus facile de commencer une guerre que de la terminer. Celle menée par Israël dans la bande de Gaza s'annonce d'ores et déjà comme une illustration particulièrement probante de cet adage. Pour l'extrême droite israélienne, dominante dans le gouvernement formé par M. Benyamin Netanyahou fin 2022, l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », lancée par le Hamas le 7 octobre dernier, a fourni l'occasion idéale de mettre à exécution le projet d'un Grand Israël incluant la Cisjordanie et Gaza, soit l'intégralité de la Palestine du mandat britannique (1920-1948).

La souche politico-idéologique dont est issu le Likoud, que dirige M. Netanyahou sans interruption depuis 2005 (il l'avait précédé auparavant une première fois entre 1996 et 1999), est constituée par une branche d'inspiration fasciste connue sous le nom de « révisionnisme », née dans l'entre-deux-guerres.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

* Professeur et études du développement et relations internationales à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres.

Dislocation européenne

PAR BENOÎT BRÉVILLE

QUAND, au matin du 28 février 2022, quatre jours après le début de l'agression russe, le président ukrainien Volodymyr Zelensky est apparu sur Facebook pour exhorter l'Union européenne à intégrer son pays « sans délai via une procédure spéciale », personne n'a vraiment pris l'affaire au sérieux. La présidente de la Commission, Mme Ursula von der Leyen, s'est bien sûr aussitôt extasiée : « Ils sont des nôtres, nous les voulons avec nous ! » Mais le président du Conseil européen, M. Charles Michel, a rappelé qu'il existait des règles et que l'Ukraine devrait s'y plier. M. Zelensky a donc déposé une demande en bonne et due forme afin d'obtenir le statut de candidat. Un sésame que la Turquie a mis douze ans à obtenir ; la Bosnie-Herzégovine, six ; l'Albanie, cinq. Pour l'Ukraine, quatre mois ont suffi.

En répondant avec autant de diligence, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept voulaient démontrer l'unité occidentale, leur soutien sans faille à Kiev. Et puis cela n'engageait pas à grand-chose : le processus prendrait « plusieurs décennies », expliquait alors M. Emmanuel Macron. Pourtant, le 8 novembre dernier, la Commission a recommandé l'ouverture officielle des négociations avec Kiev, ainsi qu'avec la Moldavie, un avis que le Conseil européen pourrait valider dès sa prochaine réunion, les 14 et 15 décembre. M. Zelensky voudrait boucler les démarches en 2026 quand M. Michel parle de 2030. Des perspectives devenues crédibles si la procédure persiste à ce rythme effréné.

Les dirigeants européens répètent qu'il n'est pas question de brader l'adhésion à l'Union. Mais, contrairement aux précédents candidats, l'Ukraine n'est pas évaluée sur ses capacités à atteindre les fameux standards – en matière de lutte contre la corruption, de respect de l'État de droit, de défense des minorités, d'équilibre budgétaire… –, mais selon des considérations géopolitiques à chaud. Priorité des années 1990 et 2000, l'idée d'élargissement semblait rangée aux oubliettes depuis une décennie, sauf pour l'Allemagne, dont l'économie avait abondamment profité de l'ouverture à l'Est. Dans d'autres États membres, elle était surtout synonyme de dumping social et fiscal, de paralysie des institutions, de cacophonie sur la scène internationale.

La guerre en Ukraine a rebattu les cartes. Désormais, l'élargissement figure à l'ordre du jour de tous les sommets. On discute d'une Union à trente-six, avec l'Ukraine et la Moldavie, mais aussi avec la Géorgie et les Balkans occidentaux. « Une politique vitale pour l'Union européenne », selon Mme von der Leyen, afin de contrer les influences russe et chinoise aux marges du continent. Mais les questions sans réponse s'empilent, soigneusement ignorées par les médias français : comment seraient réparties les fonds de cohésion, les subventions de la politique agricole commune, les sièges de parlementaires, les portefeuilles de commissaires… ? Comment éviter la paralysie dans les domaines qui requièrent l'unanimité ? Soucieux d'écarter ces thèmes des débats nationaux, les dirigeants européens répondent en évoquant une modification préalable des institutions. Une promesse en l'air : quelle réforme pourra satisfaire à la fois la Grèce et l'Allemagne, l'Espagne et la Pologne, le Portugal et la Hongrie ?

L'Europe des années 1990 se trouvait divisée entre des États du Nord à la pointe du développement technologique et industriel, et des États du Sud aux monnaies faibles, dépendant du tourisme et de l'agriculture. À cette fracture économique, l'élargissement des années 2000 a ajouté un deuxième clivage entre l'Ouest et l'Est. D'un côté, des salaires relativement élevés, des systèmes de protection sociale plus avancés, l'attachement à une certaine autonomie européenne. De l'autre, un réservoir à main-d'œuvre bon marché et une inclination atlantiste opiniâtre : obnubilés par la menace russe, les pays baltes et d'Europe centrale comptent sur l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour assurer leur sécurité.

Ainsi le Vieux Continent écrit-il son avenir en amplifiant ses erreurs passées : un sentiment d'insécurité économique croissant dans les classes populaires de l'Ouest, celui d'une intégration, d'une colonisation qui ne dit pas son nom à l'Est. Sans oublier la subordination toujours plus accentuée de l'Union à un empire américain déclinant. L'Europe se disloque à mesure qu'elle s'élargit.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

ENQUÊTE EN OCCITANIE

Politique française, l'ère du vide

Faute d'idées remarquées, les responsables politiques leur substituent volontiers un ancrage local pour se présenter comme les avocats d'une « France périphérique ». Mais suffit-il de connaître le terrain pour réenchanter la démocratie ? À gauche, est-ce une recette pour redevenir populaire ? Réponses en Occitanie, la région présidée par la socialiste Carole Delga.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
GRÉGORY RZEPSKI

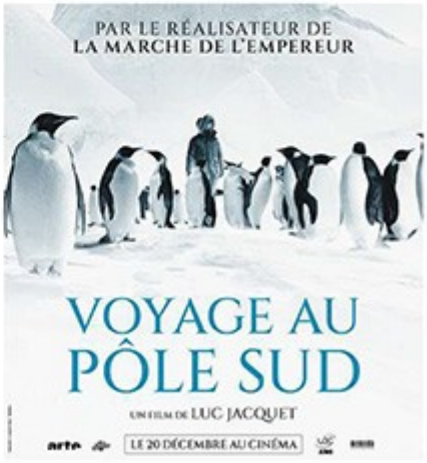
SUR un écran géant Jean Jaurès, « aller à l'idéal et comprendre le réel » ; dans les enceintes Alain Souchon, « foule sentimentale, on a soif d'idéal ». Le fond de l'air est tiède. Ça ressemble à une université d'été. Au parc de Bram (Aude), ce 1er octobre, des hommes politiques en jeans, des femmes aussi, moins nombreuses. Il y a des journalistes et un cassoulet géant. L'ancien directeur de *Libération* Laurent Joffrin s'est attablé : il voudrait déjeuner. Mais après un discours de clôture, l'hôtesse s'attarde à la tribune. Le temps d'un week-end, elle a réuni autour d'elle 2 500 personnes. Plutôt âgées. Les rares jeunes gens affichent un badge de bénévole, des airs sérieux de collaborateurs d'élus. Comme le maire socialiste de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol, le sénateur communiste Ian Brossat participe à ces « Rencontres de la gauche ». La présidente de la région Occitanie fait sa rentrée. Bienvenue chez Mme Carole Delga.

Aux régionales de 2021, les électeurs reconduisent les sortants. L'abstention bat des records. Mais avec 58 % des suffrages au second tour, Mme Delga décroche le titre de présidente la mieux élue de France. Depuis, elle porte ce trophée en sautoir. Avec des ambitions qu'elle martèle pour une gauche « profondément européenne » qui aurait « un vrai partenariat avec les entreprises », « qui trouve des solutions, comme nous le faisons dans les territoires », mais aussi une « gauche populaire qui aime les gens », pas celle « qui braille » : celle « qui aime le travail et qui bosse », notamment « sur les questions de sécurité » (1). Franz-Olivier Giesbert salue ces audaces dans *Le Figaro Magazine* après que *Le Monde* a publié deux portraits de l'élue. En septembre, *Paris Match* l'avait fait figurer pour la première fois dans son classement des personnalités. Que signifie cet engouement ?

Poussé jusqu'à imaginer une candidature à la prochaine présidentielle, il reflète la misère du journalisme politique. Mais pas seulement. Proche de l'ancien premier ministre socialiste Manuel Valls puis de son successeur Bernard Cazeneuve, partisane de l'interdiction générale des manifestations de soutien à la Palestine (2), Mme Delga incarne un air du temps où se mêlent pulsions autoritaires, discrédit des élites parisiennes et tentation d'un localisme qui repeindrait la politique aux couleurs d'un vieux bistrot.

(Lire la suite pages 16 et 17.)

(1) TMC, 8 novembre 2022 ; France Info, 16 septembre 2023 ; discours à Brem, le 1er octobre 2023.
(2) Sud Radio, 12 octobre 2023.



décembre 2023, pages 1, 16 et 17

Dossier Gaza, l'onde de choc : Palestine, le spectre de l'**expulsion** — Le vieux rêve d'un État **binational** – **Peurs** croisées et **instrumentalisation** de la mémoire – Une histoire singulière, un

racisme parmi d'autres – À **Berlin**, la politique du pire au nom du bien – **Créer** pour exister, témoigner et combattre ; **Politique française**, l'ère du vide ; feu sur le **droit de la guerre** ; comment l'**Équateur** est descendu aux enfers ; l'**économie chinoise** en panne ? Les bavards de la « **Grande muette** » ; solitude **arménienne** ; la **Bulgarie** dévorée par ses milices ; les **quatre degrés** de l'Apocalypse ; géopolitique des **abysses** ; calculer et punir, l'essor de la **justice algorithmique** aux **États-Unis** ; les Deux Corps du **président** ; **ovnis**, bientôt la vérité ? (…)

←
Article précédent
« Palestine, le spectre de l'expulsion », pages 1, 12 et 13
1
→
Article suivant
« Dislocation européenne », page 1

À la « une »

- **Politique française, l'ère du vide**

  Grégory Rzepski, décembre 2023
  Faute d'idées remarquées, les responsables politiques leur substituent volontiers un ancrage local pour se présenter comme les avocats d'une « France périphérique ». Mais suffit-il de connaître le terrain pour réenchanter la démocratie ? À gauche, est-ce une recette pour redevenir populaire ? Réponses en Occitanie, la région présidée par la socialiste Carole Delga. →

- **Médias français, qui possède quoi ?**

  décembre 2023

- **Le vieux rêve d'un État binational**

  Shlomo Sand, décembre 2023

- **Les crimes de guerre de M. Henry Kissinger**

  Ibrahim Warde, octobre 2001

-
- En kiosques : **décembre** 2023
  Dossier Gaza, l'onde de choc : Palestine, le spectre de l'**expulsion** — Le vieux rêve d'un État **binational** – **Peurs** croisées et **instrumentalisation** de la mémoire – Une histoire singulière, un **racisme** parmi d'autres – À **Berlin**, la politique du pire au nom du bien – **Créer** pour exister, témoigner et combattre ; **Politique française**, l'ère du vide ; feu sur le **droit de la guerre** ; comment l'**Équateur** est descendu aux enfers ; l'**économie chinoise** en panne ? Les bavards de la « **Grande muette** » ; solitude **arménienne** ; la **Bulgarie** dévorée par ses milices ; les **quatre degrés** de l'Apocalypse ; géopolitique des **abysses** ; calculer et punir, l'essor de la **justice algorithmique** aux **États-Unis** ; les Deux Corps du **président** ; **ovnis**, bientôt la vérité ? (…)
-

- **Gaza, l’onde de choc**
  Dossier • décembre 2023
- **Palestine, le spectre de l’expulsion**
  Gilbert Achcar, décembre 2023
- **Une voix bâillonnée**
  , décembre 2023
- **Une histoire singulière, un racisme parmi d’autres**
  Philippe Descamps, décembre 2023
- **Dislocation européenne**
  Benoît Bréville, décembre 2023
- **Feu sur le droit de la guerre**
  Anne-Cécile Robert, décembre 2023
- **Solitude arménienne**
  Vicken Cheterian, décembre 2023
- **Antisémitisme, instrumentalisation d’un fléau**
  Sophie Bessis, décembre 2023
-
  - **Géopolitique des mots**
    M*d*V• décembre 2023 - janvier 2024
  - **Tournant historique**
    M*d*V• , décembre 2023 - janvier 2024
    Quand tout bouge, les tensions s’accumulent et il est parfois tentant de se départager par la guerre. Mais la partie ne fait que commencer. La liste des gagnants et des perdants de ce tournant historique n’est pas encore fixée. (...) →
  - **Les noces de la guerre et de la vertu**
    Christopher Mott, janvier 2023
  - **La Belle Étoile de Jolie Môme**
    Blogs • Evelyne Pieiller, 27 novembre 2023
  - **Le Japon tourne la page du pacifisme**
    Jordan Pouille, mars 2023
  - **Quand le Sud s’affirme**
    Martine Bulard, octobre 2023
  - en kiosques

- **Dossier Israël-Palestine : l’embrasement, et après ? novembre 2023**

  - **À qui profitent les guerres ?**

  Fanny Privat, décembre 2023

  - **Guerre de l’eau en Île-de-France : l’hiver du patriarche**

  Blogs • Marc Laimé, 24 novembre 2023

  - **Ukraine, la guerre à tout prix**

  Igor Delanoë, septembre 2022

  - **La mine d’or de l’e-santé**

  Gilles Balbastre, juillet 2022

  - **Le monde vu d’Algérie**

  M*d*V• Akram Belkaïd, décembre 2023 - janvier 2024

  - **« Le Monde diplomatique », un journal non aligné**

  & Pierre Rimbert, novembre 2023

  - **Antisémitisme : diffamation médiatique, recomposition politique**

  // **telex** // 17 novembre 2023

- Dans notre édition anglaise

  - **Daily invisible terror**

  English edition • Alain Gresh, 30 October 2023

  - **L’ordre international piétiné par ses garants**

  , février 2018

  - **Faut-il laisser l’opinion s’accoutumer à l’idée d’un possible conflit nucléaire ?**

  Georges Albert Astre, février 1984

  - **Quand le droit d’asile mobilisait au nom de la République**

  Anne Mathieu, janvier 2018

  - **Catalyse totalitaire**

  Blogs • Frédéric Lordon, 15 octobre 2023

  - **Horlogerie, ordre et anarchisme**

  Florian Eitel, juin 2023

- **Le journal**

- Suivre nos actualités
- Lettre d'information
- Nous contacter
- L'équipe
- Édition électronique

- **Services**

- Abonnements
- Réabonnement
- Boutique
- Dons
- Abonnements institutionnels

- **À propos**

- Qui sommes-nous ?
- Editions internationales
- Les amis du *Diplo*
- Mentions légales
- Politique de confidentialité

- **Le Monde diplomatique**

- Archives
- Journal audio
- Les blogs du *Diplo*
- Manière de voir
- Cartographie